

## L'INFORMATION EN FRANCE SUR LES CAMPS DE CONCENTRATION ALLEMANDS ENTRE 1933 ET 1940

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n°1, 1993.

Dominique DROUIN

**L**a libération des camps de concentration et d'extermination par les Alliés en 1945 suscita un double sentiment d'indignation et de stupeur<sup>1</sup>. Les premiers jours, de nombreuses personnes émirent des réserves sur l'authenticité de faits qui semblaient incroyables. Le retour des déportés confirma bien cependant la réalité d'horreurs qui dépassaient toute imagination et dont on avait pas eu connaissance pendant la guerre affirma-t-on généralement par la suite.

Il y a quelques années, des historiens remirent en cause cette impression communément admise en reposant cette lancinante question : était-on au courant de l'extermination des juifs entre 1940 et 1945<sup>2</sup> ? Parce qu'elle est unique dans l'histoire, l'entreprise exterminatrice engendra de multiples recherches et, de fait, l'historiographie du système concentrationnaire nazi se confond presque avec l'historiographie du génocide juif tant la période d'avant-guerre a été délaissée. Pourtant la question, appliquée aux camps de concentration et ici à la France mérite d'être posée car, dès 1933, les autorités nazies officialisèrent l'existence de tels camps.

---

<sup>1</sup>. Cet article reprend les conclusions du mémoire de maîtrise de l'auteur : Dominique Drouin, *L'information en France sur les camps de concentration allemands entre 1933 et 1940*, sous la direction de J.J. Becker et D. Dray-Zeraffa 1992 Paris X-Nanterre, 188 p.

<sup>2</sup>. Voir W. Laqueur, *Le terrifiant secret*, Gallimard, 1980, 287 p. ; S. Courtois, A. Rayski, *Qui savait quoi ?*, La Découverte, 1982, 235 p. ; D. S. Wyman, *L'abandon des juifs : les Américains et la solution finale*, Flammarion, 1987, 459 p.

Néanmoins, toute analogie avec la deuxième guerre mondiale doit dès l'abord être évitée. Sur deux points essentiels, le système concentrationnaire recouvrait des réalités différentes selon les deux périodes. Jusqu'en 1938-1940, la communauté juive n'était pas en temps que telle internée, les nazis préférant l'émigration de masse, par la discrimination, l'exclusion et la violence, et réservant l'internement aux opposants politiques, aux «asociaux», aux droits communs... Par conséquent, la finalité des camps de concentration pendant les années 1930 n'était pas l'extermination des juifs mais la répression, la coercition exercée à l'encontre de toute personne ayant des velléités d'indépendance politique ou sociale. Rappelons simplement ici que la première extermination d'un groupe particulier, les malades mentaux, date de 1939-1940. Par ailleurs le réseau concentrationnaire a évolué entre 1933 et 1942. Jusqu'en juin 1934, les camps étaient aux mains des S.A. : il en résulta une multitude de petits camps S.A. qui disparurent rapidement. Après cette date, ils passèrent sous l'autorité des S.S. qui, à partir de 1936, établirent un véritable réseau axé autour de Sachsenhausen-Oranienburg (détenus de l'Est, Nord et Centre), Buchenwald (Ouest et Nord-Ouest), Dachau (Sud).

Ce phénomène n'est évidemment perceptible qu'au moyen d'une reconstitution *a posteriori* fondée sur l'utilisation des archives préservées. De tels éléments n'étaient naturellement pas à la disposition des Français de l'époque. La connaissance des camps de concentration reposait essentiellement sur une lecture rigoureuse de la presse dont l'attention envers l'Allemagne nazie et les camps a varié selon les titres et les années.

Au demeurant l'opinion n'était pas uniforme. A côté de la majorité des Français, coexistaient des minorités plus impliquées dans la vie internationale, donc plus réceptives : minorités soit nationales (juifs, chrétiens, communistes) soit étrangères, ces émigrés allemands tout particulièrement qui constituèrent, on le verra, les sources principales d'information pour les Français. En fait, l'intérêt porté à leur égard conditionne la bonne compréhension du phénomène concentrationnaire et les moments de méfiance envers ces minorités comme en 1939-1940 furent aussi des moments de confusion voire d'aveuglement devant les premiers camps nazis.

### **Un intérêt éphémère pour un phénomène nouveau**

«Le même préfet de police, Mr Himmler, nous apprend qu'on installe près de Dachau un camp de concentration pour 5000 personnes. Il est destiné aux marxistes, communistes, membres de la Bannière d'empire etc... qui menacent la sécurité de l'Etat [...]. Ce camp ne sera d'ailleurs pas le premier ; d'autres seront installés par la suite. Cette information se passe de commentaires.»

C'est en ces termes que *Le Temps* du 22 mars 1933 relate l'annonce officielle de la création du camp de Dachau par Himmler lors d'une conférence de presse. L'information n'est pas passée inaperçue : les principaux quotidiens à grand tirage comme *Le Petit Parisien* ou *Paris-Soir* ont également relevé ce point des déclarations du président de la police de Munich.

La mise en place des premiers camps de concentration ne s'est donc pas opérée secrètement et, jusqu'en juin 1934, contrairement à une idée reçue, l'Allemagne hitlérienne ne cache pas leur existence. Bien au contraire, pour montrer que l'Allemagne nouvelle pouvait forger grâce à ces camps des hommes neufs, une certaine publicité entoura même leur officialisation.

Au cours des premiers mois, des conférences de presse sont organisées dans ce but. Quelques semaines plus tard apparaissent, dans les journaux allemands, des reportages qui retracent des visites dans des camps. Par ces articles, on veut sauvegarder les apparences et démentir les rumeurs en montrant que non seulement les détenus sont bien traités mais qu'ils se «régénèrent» politiquement. C'est aussi un avertissement à ceux qui seraient tentés de s'opposer à la politique en vigueur. A partir du deuxième semestre 1933, ces visites sont étendues à la presse étrangère : celle-ci va parfois, à son insu, être un relais de la propagande nazie. Ce «souci de communication» va culminer début 1934 avec la publication du livre du commandant d'Oranienburg, Schäfer, intitulé *KZ Oranienburg. Das Anti-Braunbuch über das erste deutsche KZ*, en réponse aux accusations du *Livre brun* de Willy Münzenberg et d'*Oranienburg*, l'ouvrage de Gerhart Seger<sup>1</sup>. L'auteur réfute les affirmations de ces derniers, brosse un tableau idéal de la vie au camp et entame un vibrant plaidoyer en faveur des camps de concentration comme Oranienburg.

Cette dépendance à l'égard des informations en provenance d'Outre-Rhin est particulièrement nette lors du premier semestre 1933. Faute de pouvoir obtenir directement ces informations, les quotidiens en sont réduits à citer plus ou moins longuement leurs confrères allemands et parfois anglais en émettant certaines réserves, ce qui n'empêche nullement les erreurs à l'origine de démentis qui sont alors autant de victoires pour les autorités nazies<sup>2</sup>.

Par conséquent, si l'écho des camps de concentration a filtré en France dès leur création, la plupart des journaux font preuve d'une grande prudence

---

<sup>1</sup>. Soit : *Camp de concentration d'Oranienburg. L'anti-livre brun sur le premier camp de concentration allemand*. Les livres en question sont : *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, Ed. du Carrefour, 1933. 285 p. ; Gerhart Seger, *Oranienburg, sinistre geôle de l'enfer hitlérien*, J. Crès, 1934, 127 p.

<sup>2</sup>. C'est le cas lorsqu'il s'agit de morts supposées. Les assassinats de Thaelmann et de Carl von Ossietzky ont été faussement rapportés par *L'Humanité* et *Le Populaire*. Une erreur similaire en mai incite ce dernier à plus de prudence. Voir *Le Populaire* du 11 mai 1933.

en s'en tenant rigoureusement aux informations officielles et en évitant de les commenter. De plus si, dans les organes de gauche essentiellement, on fait abondamment état d'arrestations, de violences de rue, d'actes d'antisémitisme, il n'y a pas encore d'articles sur les camps de concentration eux-mêmes. Ceux-ci ne sont qu'une des formes de violence dans le IIIe Reich et, à ce titre, s'inscrivent dans le cadre général des nouvelles sur la terreur en Allemagne.

Dès juin toutefois, les quotidiens dépêchent sur place des envoyés spéciaux qui leur font parvenir des articles sur un camp, articles isolés ou s'insérant dans une série sur l'Allemagne «nouvelle». Tous mettent l'accent sur les violences subies par les internés conduisant parfois à la mort<sup>1</sup>. Dans les mois qui suivent, à mesure que les nouvelles parviennent en France, on constate que les renseignements sur les arrestations et les tortures se font plus nombreuses et précises.

Néanmoins, certains journalistes se transforment inconsciemment en propagandistes du régime, en particulier lors de visites organisées par les nazis. C'est le cas de Jules Sauerwin qui se rend à Sonnenburg en septembre et qui affirme «s'être fait une idée exacte de l'existence des détenus»<sup>2</sup>. En réalité, transparaissent ici les méthodes des nazis. La visite est savamment orchestrée : parcours très étudié, minutage précis et surtout rencontres soigneusement sélectionnées. Tout est mis en œuvre pour idéaliser la vie dans le camp et l'article trahit la naïveté du journaliste engendrée par une certaine fascination. La vision qu'il donne de Sonnenburg est aseptisée : conditions de détention acceptables, aucune mention de sévices.

L'impact d'un tel article est plus important qu'on ne pourrait le supposer parce qu'il émane d'un journal et d'un journaliste peu suspects *a priori* de sympathie pour les nazis. Par son tirage, il touche un très grand nombre de personnes, même si ce lectorat n'est pas le plus attentif aux problèmes internationaux.

On le voit, il n'existe pas dans ce domaine d'unicité. Selon les affinités idéologiques des différents titres, certains aspects vont être plus ou moins mis en valeur. Dès 1933 se dégage une tendance qui est appelée à devenir permanente au sein de la presse française. Globalement une grande partie de celle-ci parle peu ou pas des camps de concentration : il s'agit notamment de la presse conservatrice avec à sa tête *Le Figaro*, *Le Matin* mais aussi *La Croix*, *L'Ordre*, sans parler des organes d'extrême-droite. Les quotidiens à grand tirage *Le Petit Parisien* et *Paris-Soir* offrent des articles ponctuels tout comme *L'Œuvre*,

---

<sup>1</sup>. Voir *Les Dernières nouvelles d'Alsace*, 18 juin 1933 ; *Le Temps* ; 24 juin 1933 ; *Paris-Soir*, 22 septembre 1933 ; *Le Petit Parisien*, 2 décembre 1933.

<sup>2</sup>. *Paris-Soir*, 22 septembre 1933, p. 3.

de moindre tirage<sup>1</sup>. Les révélations les plus intéressantes proviennent toujours des mêmes quotidiens : en tête *Le Populaire*, suivi de près par *L'Humanité* puis par *L'Aube* et *Le Temps* c'est-à-dire, hormis ce dernier, des organes de gauche, des organes militants qui insistent sur le sort réservé à leurs camarades d'Outre-Rhin.

Toutefois qu'ils soient conservateurs, progressistes, ou grand public, un trait commun les unit : les quotidiens «collent» littéralement à l'actualité. Cela qui peut sembler évident, n'est pas sans conséquence pour les camps de concentration. Fin 1933, l'Allemagne «nouvelle» n'est plus un sujet très neuf : les tentatives d'explication du phénomène nazi, la réaction de la population allemande, les excès du régime et même, à terme, sa survie ont déjà été abordés dans les mois antérieurs. A cette date, un seul événement mobilise l'attention des journalistes : le procès de Leipzig consécutif à l'incendie du Reichstag qui symbolise la barbarie ou le volontarisme, selon les opinions, de l'Allemagne hitlérienne. L'avenir de Van der Lubbe et Torgler mais surtout des communistes Dimitrov, Tanev et Popov, tous accusés, les dénégations maladroites des nazis qui ne font que rendre plus manifestes les responsabilités personnelles de Goering dans l'incendie occupent largement les colonnes des journaux.

Par conséquent, avec le verdict, l'Allemagne concentrationnaire va très rapidement passer au second plan dans l'actualité, la presse ayant de plus fait état de libérations substantielles à la fin 1933. Ce sont les affaires intérieures françaises qui vont prendre le relais en ce début d'année 1934 : l'affaire Stavisky mais plus encore les événements du 6 février vont préoccuper les Français qui se sentent cette fois plus directement concernés.

La manifestation violente des mouvements d'extrême-gauche et d'extrême-droite, la volonté supposée de ces derniers de renverser la IIIe République, provoquent une sorte d'électrochoc dans l'opinion. Après le 6 février, la menace fasciste, auparavant incarnée par l'Allemagne, ne se situe plus à l'extérieur mais à l'intérieur et devient donc à la fois beaucoup plus proche et plus réelle. Dans les jours qui suivent la nuit d'émeute, on assiste à un rapprochement puis à une mobilisation des forces de gauche sur la base de l'antifascisme. On pourrait penser que cette mobilisation s'accompagne d'un regain d'intérêt envers les internés politiques des camps, mais force est de constater qu'on en trouve peu de trace dans la presse de l'époque.

Dénonciation du fascisme d'une part et quasi absence d'information d'autre part ? Le paradoxe n'est qu'apparent, et cela pour deux raisons.

En premier lieu, la dénonciation du fascisme ne se fait généralement qu'en termes très généraux. On invoque le danger fasciste pour fédérer les différentes forces de gauche, mais ses conséquences concrètes sont rarement

---

<sup>1</sup>. Voir par exemple dans *Paris-Soir* du 4 août 1938 un article isolé sur Dachau.

évoquées en dehors des traditionnelles menaces pour la paix, le travail et la liberté. En second lieu, ce sont toujours les problèmes intérieurs qui sont en arrière-plan dans la dénonciation du fascisme. On s'attaque donc à ceux qui les incarnent, c'est-à-dire avant tout aux diverses Ligues, voire simplement au «Capital». On trouve naturellement la traduction de ce phénomène dans la presse. Les articles sur les risques du fascisme sont suscités par des débats virulents, mais toujours nationaux.

La césure chronologique est donc bien nette. Les témoins n'ont pratiquement plus de support pour diffuser leurs informations. Les seuls exemples du *Populaire* et du *Temps* suffiront ici à l'illustrer.

Fin 1933, Gerhart Seger s'évade du camp d'Oranienburg et il publie quelques mois plus tard un livre, traduit immédiatement en français<sup>1</sup>. Les 26 et 27 janvier 1934, tous deux consacrent un article à l'évasion du député social-démocrate et à son projet de livre. Mais lorsque celui-ci est diffusé en librairie, *Le Temps* et *Le Populaire* n'y font aucune allusion. L'organe de la SFIO se contente de le faire figurer dans sa rubrique «Livres reçus», en dernier !<sup>2</sup>

Dès lors jusqu'en 1939-1940, les problèmes intérieurs de l'Allemagne nazie comme les camps de concentration disparaissent des colonnes des quotidiens français et seuls les problèmes internationaux dans lesquels est impliqué ce pays sont longuement analysés comme le scrutin de la Sarre en 1935 ou la remilitarisation de la Rhénanie en 1936.

L'étude du *Temps* entre 1933 et 1940 le démontre. Sur le plan quantitatif les informations sur les camps sont assez importantes jusqu'en mars 1934, date à partir de laquelle elles deviennent de plus en plus épisodiques. Les années 1935 à 1937 sont particulièrement décevantes. Le plus souvent elles se limitent à des «brèves» (internements, rumeurs diverses...). Buchenwald est nommé pour la première fois en décembre 1938.

L'année 1936 accentue encore ce phénomène. L'Allemagne est définitivement supplantée dans l'actualité par le Front populaire et la guerre d'Espagne, nouveaux thèmes mobilisateurs de la presse de gauche.

On observe donc que l'intérêt porté à l'Allemagne a varié suivant les années et les titres de la presse française, celle-ci constituant pour les Français une source essentielle pour s'informer de la signification du régime hitlérien, envers les opposants notamment. Que dire de leurs réactions, telles qu'elles s'exprimaient dans la presse ?

---

<sup>1</sup>. G. Seger, *Oranienburg (...)*, *op. cit.* Ce député social-démocrate fut interné de juin à décembre 1933 à Oranienburg avant de s'en évader.

<sup>2</sup>. Voir *Le Populaire*, 26 janvier 1934, p. 3 ; *Le Temps*, 27 janvier 1934 et *Le Populaire*, 31 mai 1934, p. 4.

En fait, conséquence logique du phénomène relevé plus haut, ces réactions ne sont effectives que dans les années 1933-1934, mais elles n'en demeurent pas moins significatives parce que l'on ne note aucune évolution dans les années ultérieures.

On constate qu'entre 1933 et 1939 trois grands courants se font jour dans l'opinion. L'indifférence caractérise le premier : indifférence pure et simple, par nécessité politique – alliance envisagée – voire par approbation de la politique nazie. Henry Brunschwig dans *La Revue des Vivants* exprime ce point de vue :

«Le procès du Reichstag, les camps de concentration ou la question juive sont des affaires intérieures allemandes. Humainement nous pouvons les déplorer [...] mais politiquement cela ne nous regarde pas.»<sup>1</sup>

L'incrédulité, le doute sont manifestes chez le second : on ne nie pas les faits, on ne s'en réjouit pas mais on les juge exagérés. Beaucoup croient retrouver la propagande de la Grande Guerre si violemment dénoncée antérieurement, comme le président de la section de Paris-14e de la Ligue des droits de l'homme, Cancouët, qui dans les *Cahiers des droits de l'homme* estime :

«(...) Mais que des hommes arrachent des dents une à une par férocité, qu'ils écrasent les parties génitales d'un homme froidement et résolument, *je ne le crois pas*<sup>2</sup>. Ces histoires me rappellent celles que l'on nous débitait pendant la guerre pour maintenir notre «moral» [...]. J'ai connu toute cette propagande, et je sais ce qu'elle vaut.»<sup>3</sup>

En fait l'attitude de la presse et de l'opinion est indissociable de la manière dont a été analysé le national-socialisme à cette époque, comme l'a montré René Rémond il y a quelques années<sup>4</sup>. Entre 1936 et 1939, voire dès 1933, la majeure partie des Français croit reconnaître dans le national-socialisme une manifestation réactualisée du pangermanisme et du militarisme prussien. A ceci s'ajoute le poids des souvenirs liés à la guerre de 1914-1918 : l'Allemagne est l'ennemie héréditaire aspirant plus que jamais à l'hégémonie continentale. La persistance de ces images, affirme René Rémond, «suggère certaines des raisons pour lesquelles l'opinion française prise dans son ensemble [...] n'a pas d'emblée saisi la nouveauté du phénomène national-socialiste et reconnu sa spécificité.» Il en conclut «que le peu que les Français savent de l'idéologie nationale-socialiste, loin de leur ouvrir l'esprit, les [rend] incrédules parce que

---

1. Henry Brunschwig, «France-Allemagne 1934», in *Revue des Vivants*, numéro spécial : «Un an d'hitlérisme», février 1934, p. 293.

2. Souligné dans le texte original.

3. *Cahiers des droits de l'homme*, 10 décembre 1933, p. 729-730.

4. René Rémond, «L'image de l'Allemagne dans l'opinion publique française de mars 1936 à septembre 1939», in *Deutschland und Frankreich 1936-1939, Francia*, Supplément Tome 10, Artemis, 1981, p. 3-16.

tout cela leur paraît fort peu crédible : l'in vraisemblable ne paraît pas vrai.»<sup>1</sup>

C'est cette analyse erronée du nazisme ainsi que le scepticisme ambiant qui expliquent l'attitude de la presse et par conséquent l'indifférence générale des Français.

Néanmoins, invoquer simplement l'absence d'information pour justifier ce silence n'est pas seulement insuffisant mais est aussi réducteur car, comme le note encore René Rémond, «le public qui aurait désiré en savoir plus [...] pouvait trouver en France même des sources bien informées».<sup>2</sup> Ces sources bien informées forment le dernier courant de l'opinion : juifs, chrétiens, communistes le composent, c'est-à-dire des minorités transnationales directement affectées par le régime nazi. Ici les persécutions dans les camps de concentration sont admises et régulièrement dénoncées, le travail des émigrés allemands étant alors déterminant.

### **Une mobilisation réelle mais marginale**

Juifs, chrétiens, communistes sont véritablement les seuls groupes qui perçoivent la singularité du régime nazi. Ils s'emploient dès lors à alerter l'opinion de sa réelle signification. Ces communautés transnationales sont naturellement plus réceptives envers le phénomène concentrationnaire mais leurs points de vue demeurent minoritaires.

L'action de la communauté juive prend véritablement son essor en 1938. Si avant cette date le sort des juifs allemands est peu enviable, la répression reste essentiellement d'ordre législatif, les nazis espérant susciter des départs massifs. La judaïté n'étant donc pas encore un critère suffisant pour un internement en camp, pendant ces cinq premières années, la réaction des juifs français est peu différente de celle du reste de la population. En 1933, on s'inquiète des violences exercées envers des coreligionnaires et on lance des appels à la mobilisation sans grand résultat et sans grande conviction apparemment. *L'Univers israélite* note alors :

«Dans toute l'Europe occidentale comme en Amérique, l'opinion est pour eux [...] Dans ce courant d'opinion, les juifs de France paraissent venir en dernier. De tous côtés, les journaux juifs, les rabbins, les sociétés reçoivent des appels, des réclamations : qu'attend-on pour agir ? Les dirigeants du judaïsme français ont

---

1. *Ibidem*, p. 10.

2. *Ibidem*, p. 14.

attendu jusqu'à présent.»<sup>1</sup>

On semble déjà se résigner à l'exil et à la «légalité nazie» puisque progressivement *L'Univers israélite* n'envisage plus de réaction internationale, mais mentionne en revanche dans ses articles les pays d'accueil potentiels pour les juifs allemands. L'article de R.R. Lambert est emprunt de ce fatalisme latent : «Quoi qu'il en soit», constate-t-il, «il faut s'attendre – puisque le régime hitlérien durera – non plus à des sorties massives que la situation internationale rend impossibles, mais à l'émigration annuelle de 5 à 6000 jeunes gens d'Allemagne qui seront condamnés à partir ou à mourir de faim»<sup>2</sup>. Dès 1934, les appels ont disparu et les brimades administratives pour l'essentiel sont rapidement évoquées dans la rubrique «Les juifs dans le monde».

La «Nuit de cristal» de novembre 1938 annonce un durcissement de la politique antisémite et provoque une mobilisation plus nette. Certains comprennent que les «lois de Nuremberg» sont dépassées et qu'à l'exclusion va succéder l'élimination complète des juifs de la société allemande par exil forcé. L'internement, provisoire, des premiers juifs en tant que tels est un signe non négligeable de ce durcissement. *L'Univers israélite* ne s'y trompe pas et publie en décembre 1938 un témoignage-mise en garde d'un rescapé de Dachau qui montre une aggravation des conditions de vie dans le camp. Toutefois cette mise en garde, où pointe parfois l'incrédulité, semble être déjà trop tardive pour engendrer une réelle prise de conscience du danger nazi chez les juifs français puisqu'à cette date l'attitude envers l'Allemagne prend une autre orientation.

La situation de plus en plus pénible des chrétiens allemands révèle la véritable nature du régime hitlérien et, fraternité religieuse aidant, leurs coreligionnaires français sont en revanche très rapidement sans illusion.<sup>3</sup> Ces derniers sont toutefois divisés, notamment chez les catholiques. Certains, regroupés autour du journal *La Croix* suivent fidèlement les prises de position du pape ; d'autres sont plus engagés mais demeurent minoritaires.

La position de *La Croix* face aux camps de concentration est indissociable de l'attitude adoptée par l'organe des assomptionnistes envers le régime nazi, attitude déterminée avant tout par la pensée du Vatican. Dès les débuts du régime hitlérien, *La Croix* s'est appliquée à distinguer les aspects positifs et négatifs du programme national-socialiste. Une fois établie, cette distinction

---

1. Judaeus, «La persécution des juifs en Allemagne et le devoir des juifs français», in *L'Univers israélite*, 31 mars 1933, p. 838.

2. R.R. Lambert, «L'avenir du judaïsme allemand», in *L'Univers israélite*, 22 décembre 1933, p. 465-467.

3. L'étude du journal *La Croix* et de l'opinion catholique en général s'appuie sur les travaux d'Alain Fleury, *La Croix et l'Allemagne*, Cerf, 1986, 456 p. et de Christian Ponson, «L'information sur le nazisme dans la presse catholique française entre 1933 et 1938», in *Eglises et chrétiens dans la deuxième guerre mondiale*, t. 2, Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 17-31.

subira peu les fluctuations de la politique intérieure et extérieure du Reich.<sup>1</sup>

De ce fait, en 1933 et pendant le premier semestre 1934, l'image de l'Allemagne dans le quotidien est globalement positive, le concordat signé le 20 juillet 1933 entre le Vatican et Hitler jouant incontestablement son rôle. La première fracture se produit au cours du second semestre 1934 ; cette image s'altère et les lecteurs prennent connaissance de l'existence des camps de concentration. Toutefois *La Croix* reste d'une grande prudence. Jusqu'en 1939-1940, il est bien difficile de définir l'attitude exacte du quotidien. Il n'y a pas une ligne unique chez les rédacteurs, mais des prises de position individuelles. Deux tendances se dessinent : l'une foncièrement conservatrice, l'autre plutôt progressiste et démocrate.

En réalité pour les catholiques et pour la presse confessionnelle, le principal danger est à cette époque le danger communiste, les commentaires suscités par les interventions pontificales de 1937 en sont l'illustration<sup>2</sup>. Christian Ponson a bien montré que les périodiques catholiques insistent davantage sur l'encyclique *Divini Redemptoris* condamnant le communisme que sur celle concernant la situation de l'Eglise dans le Reich.

Par conséquent, si cette presse rend compte de ces interventions devant son lectorat, elle ne remet pas en cause la priorité qu'elle accorde au danger communiste. Seules quelques publications se montrent nettement plus hostiles à l'égard du nazisme. L'hebdomadaire des Dominicains, *Sept*, consacre ainsi en mai 1935 un numéro spécial à «l'Allemagne de Hitler» dont un article est consacré aux camps de concentration.

Finalement en 1939, les catholiques français connaissent-ils le nazisme grâce à leur presse ? Christian Ponson estime qu'en ce qui concerne la perception de l'exacte réalité du nazisme, les catholiques ne se distinguent guère du reste des Français ; il observe à juste titre que si la plupart des journaux mentionnent dès 1933 les camps de concentration, on ne peut pas dire que les lecteurs connaissent leur rôle dans le national-socialisme. Ne sont-ils pas, en effet, seulement informés de leur existence ?<sup>3</sup>

On retrouve ce paradoxe dans l'action des communistes français. Les communistes allemands ont été les premières victimes de la répression, leur leader E. Thaelmann étant immédiatement interné. Dès 1933, leurs camarades français dénoncent dans les colonnes de *L'Humanité*, l'Allemagne nazie et ses camps de concentration. Cette mobilisation coïncide avec la campagne menée dès mars par le comité Thaelmann pour la libération du chef du K.P.D. Après

---

1. Alain Fleury, *op. cit.*, p. 129.

2. En mars 1937 est rendue publique l'encyclique *Mit brennender Sorge* sur «la situation de l'Eglise catholique dans l'Empire allemand» ; elle est indissociable de celle publiée trois jours auparavant *Divini Redemptoris* concernant le «communisme athée». En décembre 1937, Pie XI lors de la réception du Sacré Collège dénonce la persécution religieuse en Allemagne.

3. Christian Ponson, *art. cit.*, p. 28.

avoir axé l'essentiel de la lutte sur le procès de Leipzig, ce comité, à partir de 1934, concentre son action sur la dénonciation du régime hitlérien et apporte son soutien aux militants antifascistes qui risquent la mort dans les prisons nazies. Pour favoriser l'élargissement du leader allemand, il organise de grandes campagnes d'information relayées par *L'Humanité* et envoie des délégations en Allemagne.

Son activité ne se limite pas à des campagnes de presse. Le retour des délégations favorise l'organisation de grands rassemblements populaires où de nombreux orateurs se succèdent à la tribune. Par ailleurs, des tracts, pétitions, journaux ou brochures d'inspiration antifasciste sont abondamment diffusées lors de manifestations ponctuelles. C'est dans les années 1934-1935 que le mouvement de solidarité en faveur de Thaelmann connaît sa plus grande ampleur. La guerre d'Espagne ne met pas un terme aux réalisations du comité, mais les infléchit sensiblement. La condamnation du régime nazi et des crimes dont il est responsable se conjugue avec l'exaltation de la lutte de l'Espagne républicaine. A partir de 1938, les activités du comité se poursuivent mais ne progressent plus.

Le comité Thaelmann a donc joué un rôle certain dans la dénonciation des crimes hitlériens, mais il n'a jamais mis l'accent sur les camps de concentration en particulier. Ceux-ci ne sont qu'un des aspects du système de terreur nazie. Ceci ne doit pas surprendre : entre 1933 et 1938 l'originalité des camps de concentration dans le système nazi n'a pas été pressenti par les organisations antifascistes. Il ne faut pas non plus oublier qu'à l'origine la libération de Thaelmann est l'objectif fondamental, les informations sur l'Allemagne nazie venant ensuite.<sup>1</sup>

Par ailleurs, en dépit de l'intérêt manifesté par des personnalités non membres du Parti communiste, il est probable que le comité Thaelmann resta aux yeux de l'opinion une organisation communiste, donc *a priori* suspecte. Ce handicap ne limite pas à cette organisation. Entachées de connotations idéologiques, toutes les entreprises des communistes se sont systématiquement heurtées à la suspicion d'une partie de l'opinion, anticommunisme ambiant aidant. Ces références explicites au marxisme ont alors masqué les réelles révélations sur le système nazi, limitant considérablement leurs effets.

Juifs, chrétiens, communistes français ont sans nul doute porté une attention plus vive aux échos qu'ils percevaient d'Allemagne et se sont efforcés d'alerter le reste des Français. Mais leur opiniâtreté aurait été vaine s'ils n'avaient pas disposé d'informations et surtout d'informateurs. Dans ce domaine, le rôle des émigrés allemands fut déterminant.

---

<sup>1</sup>. Sur l'histoire du comité Thaelmann, voir Gilbert Badia, «Le comité Thaelmann», in *Les Bannis de Hitler*, EDI/Presses universitaires de Vincennes, 1984, p. 199-259.

En 1933 plus de cinquante trois mille émigrants dont trente sept mille juifs quittent l'Allemagne.<sup>1</sup> Tous ne le font pas pour les mêmes motifs. Pour beaucoup de juifs, l'émigration est due aux persécutions raciales ; ce n'étaient pas toujours des opposants au régime. En revanche, la majorité des Allemands non juifs fuient leur pays en raison de divergences politiques bien que tous ne soient pas des militants politiques. C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les écrivains et les journalistes dont le rôle fut prépondérant. Les plus connus sont Thomas et Heinrich Mann, Kurt Tucholsky, Lion Feuchtwanger, Willy Münzenberg, Gustav Regler, Erich-Ernst Noth. Certains refusent ou ne peuvent quitter l'Allemagne comme Carl von Ossietzky ou Erich Mühsam dont le sort fut tragique, ou encore Ludwig Renn et Willy Bredel.

Dès leur arrivée, les exilés entreprennent de s'opposer à la propagande nazie en dénonçant les exactions du régime. Pour y parvenir, ils fondent agences et organes de presse et rédigent un certain nombre d'ouvrages. La précision et la valeur de leurs informations souvent irremplaçables en font naturellement des sources de tout premier plan pour les quotidiens français. La qualité contraste toutefois avec la faiblesse des moyens disponibles. Si entre décembre 1933 et juin 1940, un bulletin quotidien est édité, intitulé successivement *Inpress*, *Nouvelles d'Allemagne* puis *Informations d'Allemagne*, il prend la plupart du temps la forme d'une double page polycopiée.

La majorité des informations sur les camps de concentration est constituée de l'annonce d'internements, d'assassinats voire de libérations de prisonniers. De temps à autre, des articles plus longs, plus rigoureux, font leur apparition. Ils démontrent que, dans le milieu des émigrés allemands, la nature exacte des camps n'a jamais été ignorée ; c'est ainsi que l'existence de Buchenwald est pratiquement connue dès son ouverture. Le 26 février 1938, *Nouvelles d'Allemagne* annonce : « Dans le camp de Buchenwald, près de Weimar, installé depuis l'automne 1937, plus de 2000 détenus se trouvaient déjà vers la fin de 1937 venus pour la plus grande partie des camps de Sachsenburg, d'Oranienburg et de Sachsenhausen. » Cette première allusion est suivie quelques mois plus tard du témoignage d'un ancien détenu de Buchenwald.<sup>2</sup>

Ces témoignages prennent parfois la forme d'un véritable ouvrage diffusé en librairie. Qu'elles soient ou non romancées, ces autobiographies possèdent un certain nombre de caractéristiques communes. Elles ont été généralement éditées en même temps, souvent en 1934, et décrivent donc une réalité concentrationnaire datant des années 1933-1934. On retrouve ici grossièrement esquissé le découpage chronologique relevé plus haut : intérêt relatif en début de période, indifférence ensuite.

<sup>1</sup> Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, t. 1, Payot, 1988, p. 128.

<sup>2</sup> *Nouvelles d'Allemagne*, n° 307, 26 février 1938 et n° du 6 octobre 1938.

Certaines sont des œuvres «militantes» c'est-à-dire qu'outre le témoignage propre, elles contiennent aussi un message politique. Elles émanent généralement d'hommes politiques ou de sympathisants communistes et sont diffusées, sous forme d'épaisses brochures, par des maisons d'édition dépendant du Parti communiste. Ce militantisme fait probablement leur faiblesse. Les autres auto-biographies s'efforcent d'être plus neutres politiquement. Plus longues et publiées par des maisons d'édition classiques, elles ne rapportent que des faits vécus ou observés pendant les mois d'internements<sup>1</sup>.

Sous forme d'ouvrage ou de revue, l'activisme politique favorise les initiatives au sein de la communauté allemande émigrée. Si beaucoup s'interrogent rapidement sur l'efficacité de telles actions, d'autres perçoivent la lutte contre l'Allemagne nazie comme une véritable mission. Dans les années trente, Willy Münzenberg incarne plus que tout autre l'alliance du militantisme et le génie de la contre-propagande.

Münzenberg est un cas «atypique», car son action ne s'identifie pas, malgré ses liens avec l'Internationale communiste, à celle d'un mouvement comme par exemple le comité Thaelmann, mais repose entièrement sur sa personne. A ce titre, il joue un rôle déterminant dans l'élaboration de la propagande et est responsable aussi des rares grands succès qu'elle remporte.<sup>2</sup>

Lorsqu'il arrive en France fin 1932, Münzenberg possède déjà une grande expérience dans ce domaine. Il est à l'origine pendant les années vingt du plus grand groupe de presse communiste d'Allemagne. Ses activités de publiciste sont tellement étendues qu'on parle même de «Konzern Münzenberg». Il est évidemment très lié avec le Komintern mais se tient volontairement à l'écart des luttes internes.

L'incendie du Reichstag en février 1933 sert de cadre à son premier succès de propagandiste en France : le *Livre brun* publié aux éditions du Carrefour en septembre 1933. En fait, ce livre est surtout destiné à démontrer la responsabilité directe des nazis dans l'incendie du Reichstag et à prouver l'absurdité de la thèse nazie d'un complot communiste. On veut également obtenir la libération des accusés communistes. Toutefois cet ouvrage est aussi un recueil d'informations et de documents montrant dans quel climat de terreur prend place l'incendie du Reichstag, d'où un chapitre sur les camps de concentration.

---

<sup>1</sup> . On citera simplement ici parmi les témoignages militants, Hans Beimler, *Au camp d'assassins de Dachau*, Bureau d'édition, 1933, 63 p. ; Kurt Burger, *Les horreurs fascistes en Allemagne*, Bureau d'édition, 1934, 100 p. ; Willi Bredel, *L'épreuve*, Albin Michel, 1936, 379 p. ; Ludwig Renn, *Avant l'aube*, ESI, 1937, 237 p. ; parmi les témoignages non engagés, outre G. Seger déjà mentionné, citons Wolfgang Langhoff, *Les soldats du marais sous la schlague des nazis*, Plon, 1935, 235 p.

<sup>2</sup> . Sur W. Münzenberg, voir les actes du colloque qui lui a été consacré à Aix-en-Provence en 1992 (à paraître).

Pour la connaissance des camps par l'opinion, le *Livre Brun* est fondamental, car c'est le premier ouvrage à décrire d'une manière détaillée la réalité concentrationnaire. Néanmoins son impact a été nettement plus sensible lors du procès de Leipzig ; beaucoup estiment qu'il a été à l'origine de l'acquiescement des accusés communistes.

Jusqu'en 1937, Münzenberg est à l'origine d'une soixantaine de publications, la plupart en allemand, dont la dernière, *Le peuple allemand accuse*, constitue un terrible réquisitoire contre le régime nazi et fournit une remarquable documentation sur les camps. Les trois cent trente-trois pages qui composent le volume font le bilan de cinq années de terreur et de massacre des opposants. Une carte permet de localiser les différents camps. Pourtant ces publications passent inaperçues et la barrière linguistique n'explique pas tout. A cette date en effet, la situation personnelle de Münzenberg est inconfortable. Aux yeux de beaucoup, il reste un communiste avéré qui ne manque jamais de réaffirmer dans ses publications son attachement à l'idéologie marxiste. En réalité, il n'est plus soutenu par le Komintern, de sérieuses divergences étant apparues sur l'attitude à adopter envers l'Allemagne. Il n'a toutefois pas encore rompu.

L'itinéraire de Münzenberg illustre bien l'évolution de l'intérêt des Français envers l'Allemagne et les camps de concentration. On constate que par leurs journaux, leurs livres, leurs interventions publiques, les émigrés ont joué un rôle non négligeable dans les différentes tentatives de mobilisation de l'opinion contre le danger nazi. Or celles-ci sont sans effet véritable et ne suscitent qu'hostilité, incrédulité ou indifférence, les choix politiques des exilés n'étant pas ici sans conséquence. Le rôle de l'année 1934 réapparaît ici. Il est en effet significatif que la seule grande réussite des émigrés, le *Livre Brun*, ait lieu en 1933. Comme le note Jean-Michel Palmier, tous leurs autres efforts, «des tentatives pour sauver Erich Müsham, Carl von Ossietzky, Ernst Thaelmann, aux campagnes en faveur de la Sarre non rattachée au Reich, de l'Espagne républicaine ou aux avertissements adressés aux démocraties, se [soldent] par des échecs»<sup>1</sup>.

Les émigrés se sont naturellement rendu compte de cette indifférence. Leur amertume transparaît dans un opuscule *Warum schweigt die Welt ?* («Pourquoi le monde se tait ?») publié en 1936. Dans l'avant propos, Georg Bernhard constate, désabusé :

«L'indignation des débuts a fait place à un silence complet, qui n'a été interrompu que par de ci de là, le cri strident des victimes[...] Et parfois on a presque l'impression que par ci par là même l'appel à la conscience du monde de la part des demandeurs d'asile ou de leur porte-parole deviendrait un inconfortable harcèlement. Il s'en faut de peu qu'on accuse les martyrs de

---

<sup>1</sup>. J. M. Palmier, *op. cit.*, p. 466.

perturbateurs, formant un obstacle à la réconciliation avec un autre gouvernement, avec leur bourreau.»<sup>1</sup>

Bernhard voit deux causes essentielles à ce silence. Il parle d'une «effrayante paresse de coeur» des hommes. Depuis la première guerre mondiale, il y a eu tant d'horreurs et de bouleversements que leurs sensations s'en sont trouvées émoussées. Ils aspirent de plus «tous au repos et à la paix». Tous leurs jugements découlant de cette préoccupation, ils «se mettent des œillères et se construisent des excuses».

Par conséquent, si entre 1933 et 1938 il y a bien connaissance des camps, il n'y a pas de compréhension globale du phénomène concentrationnaire. L'affirmation de Rudolf Léonhard dans *Les Nouvelles d'Allemagne* est sur ce plan révélatrice :

«Le camp de concentration – voilà une chose devenue courante et dont on accepte désormais l'existence. Mais se rend-on toujours compte de ce que cela signifie que d'être enfermé dans un camp de concentration, de ce que signifie l'existence des camps de concentration ?»<sup>2</sup>

La situation intérieure et l'évolution des rapports franco-allemands ont joué un grand rôle dans ce phénomène. A partir de 1938, les événements extérieurs vont dicter plus encore les réactions des Français à l'égard de l'Allemagne.

Le pacifisme d'une grande partie de l'opinion va accentuer le désintérêt à l'égard des camps de concentration. Dans ce contexte la réalité concentrationnaire devient de plus en plus lointaine : l'usage du terme «camp de concentration» au début de l'année 1939 dans une acception différente le montre.

## Une réalité mésestimée

En ce début d'année, l'Allemagne est presque absente de la presse quotidienne française. L'actualité est dominée par les événements en provenance d'Espagne où la guerre tourne définitivement en faveur des nationalistes.

Après la chute de Barcelone le 27 janvier 1939, l'exode et l'accueil des réfugiés espagnols dans les Pyrénées-Orientales commencent. En l'espace de dix-huit jours, du 27 janvier au 15 février, quatre cent cinquante mille personnes environ franchissent la frontière. Pour les regrouper, de vastes camps sont créés, sur les plages ou dans les champs généralement. Très vite les difficultés apparaissent : le ravitaillement et l'hébergement des réfugiés ne sont plus en

---

<sup>1</sup> . Georg Bernhard, «Warum schweigt die Welt ? Ein vorwort», avant-propos à *Warum schweigt die Welt ?*, Ed. du Phénix, 1936, p. 4.

<sup>2</sup> . Rudolf Léonhard, «Le camp de concentration», in *Nouvelles d'Allemagne*, 26 juillet 1938.

grande partie assurés. Le problème revêt dès lors une dimension nationale dont la presse se fait rapidement l'écho.

Les dernières vicissitudes de la guerre d'Espagne n'auraient ici que peu d'intérêt si elles n'avaient suscité l'utilisation du terme camp de concentration. En effet, les expressions «camp d'hébergement» ou «camp d'émigration» ont très vite fait place aux mots plus évocateurs de camp de concentration dans la presse et ce, quelle que soit l'attitude adoptée envers les réfugiés espagnols. Sur un ton outrancier ou indigné, le même qualificatif revient. On ne mentionnera ici que trois exemples extrêmes. *Je Suis Partout* parle le 3 février du «fallacieux prétexte des camps de concentration» ; *Gringoire* renchérit le 16 et s'inquiète des «miliciens mal surveillés dans les camps de concentration fictifs». Pour sa part, *L'Humanité* le même jour exige la suppression du «scandale odieux des camps de concentration». On pourrait naturellement citer d'autres titres intermédiaires.

La sinistre réalité que ces termes recouvraient est-elle alors présente dans l'esprit des journalistes ? Au-delà d'une formule qui frappe, ceux-ci raisonnent-ils véritablement par analogie avec l'Allemagne ?

Même si la notion de camp de concentration n'est pas ici la même, il est singulier de constater qu'aucune référence à l'Allemagne n'est faite dans l'ensemble de la presse, hormis deux ou trois allusions. Le terme est employé dans son sens premier : on concentre les personnes en un même lieu. Aux yeux des journalistes et même des hommes politiques il signifie camp de regroupement. Ceci transparaît très clairement dans certaines déclarations. Albert Sarraut affirme ainsi le 2 février qu'il «ne s'agira jamais d'un internement de prisonniers. Les Espagnols n'y seront soumis à aucun régime vexatoire, à aucun travail forcé. Le camp d'Argelès ne sera pas un lieu pénitentiaire mais un camp de concentration.»<sup>1</sup>

Même état d'esprit sur le fond de la part de *L'Humanité* en dépit d'une analyse diamétralement opposée. Le 14 février, le quotidien écrit qu'Argelès «n'est plus un camp de concentration. C'est bien pire qu'un pénitencier car au moins les détenus mangent, ont un toit sous lequel dormir.»

Cette attitude est révélatrice de la perception réelle du phénomène concentrationnaire en France. L'absence de parallèle ne montre pas que l'on a conscience de la différence de nature entre les deux types de camps, mais que l'exemple allemand n'est pas du tout présent dans l'esprit de nombreuses personnes. Le qualificatif n'a pas d'emblée la connotation négative qu'il possède aujourd'hui.

Implicitement, l'horreur des camps allemands est minimisée, voire banalisée par la virulence des propos de *L'Humanité*. En effet, lorsqu'on établit

<sup>1</sup>. Cité dans Jean-Marie Ginesta, «Les camps de réfugiés espagnols dans la presse française de 1939», in *Plages d'exil : les camps de réfugiés espagnols en France*, BDIC, 1989, p. 156.

une analogie avec l'Allemagne, on sous-estime la gravité de la situation dans ce pays. On commet toujours une erreur de degré puisque l'on place ainsi les deux types de camp sur le même plan. L'ancien ministre Maurice Viollette tombe dans ce travers lorsqu'il déclare que «pas une des victimes des camps allemands ne considérerait comme une délivrance d'être transporté dans des camps français.»<sup>1</sup>

On remarque donc qu'en ce début d'année 1939, la perception du monde concentrationnaire semble plus éloignée que jamais et si, à partir de septembre, la guerre modifie radicalement la nature des rapports franco-allemands, elle ne change pas l'importance accordée aux camps de concentration. Ceux-ci sont uniquement utilisés à des fins de propagande. La publication du *Livre blanc* le montre, tout en révélant que les gouvernements détenaient des informations précises depuis plusieurs années.

Ce *Livre blanc* est un opuscule de trente-deux pages composé d'un certain nombre de rapports de diverses longueurs envoyés au gouvernement britannique entre décembre 1938 et février 1939 par des diplomates en poste en Allemagne. Les plus importants sont des témoignages d'anciens détenus de Dachau et de Buchenwald. Les révélations qu'il contient ne constituent pas ici son principal intérêt. Plus significatifs sont les motifs de sa publication.

Le *Livre blanc* est une réponse de l'Angleterre à l'Allemagne qui, selon elle, l'a accusée depuis le début de la guerre d'avoir commis des atrocités en Afrique du Sud pendant la guerre des Boers. Le III<sup>e</sup> Reich ayant établi un parallèle avec les camps de concentration, l'Angleterre réagit sur ce sujet. Toutefois on note une certaine ambiguïté dans les motivations réelles de ce pays. L'introduction affirme en effet :

«Ces documents n'ont pas été écrit en vue de leur publication et, en fait, aussi longtemps que subsistait le moindre espoir d'arriver à un arrangement avec le Gouvernement Allemand, il eut été inopportun de faire quoi que ce soit qui puisse aigrir les relations entre les deux pays [...] Mais l'attitude du Gouvernement Allemand, la propagande sans scrupules à laquelle il se livre, contraint le Gouvernement de Sa Majesté à publier ces documents»<sup>2</sup>

Cette déclaration tend à montrer que ce n'est pas la situation dans les camps en elle-même qui explique cette publication, mais les attaques contre l'Angleterre. Elle met indirectement en lumière la passivité et l'indifférence de ce pays puisque pour des raisons diplomatiques le silence a prévalu. Par conséquent le *Livre blanc* sert plus à justifier l'entrée en guerre de l'Angleterre qu'à révéler la vérité au monde. Munich n'est pas si loin, et il faut expliquer ce revirement à l'opinion. Dans l'esprit de ses concepteurs, il relève donc plus de la propagande que de l'information. La politique étrangère est sans conteste à

---

<sup>1</sup>. *Pour la liquidation des camps de concentration*, Comité français de coordination pour l'aide aux populations civiles de l'Espagne républicaine, 1939, p. 8.

<sup>2</sup>. *Livre blanc anglais n°2*, Hachette, 1939, p. 2.

l'origine de cette attitude, même s'il ne faut pas négliger le rôle du doute pour expliquer ce mutisme. Ce phénomène n'est pas spécifique à l'Angleterre, on le retrouve également en France. Les archives du quai d'Orsay démontrent en effet que les ambassades ou consulats français en Allemagne ont envoyé au ministère des Affaires étrangères des notes plus ou moins longues sur les camps allemands.<sup>1</sup>

Le début du conflit marque la fin de la liberté d'expression. La presse, censurée, et la littérature sont appelées à se mettre au service de la France, à soutenir la Nation dans son effort. En ce sens, la «drôle de guerre» est une période de régression, régression d'autant plus marquée que les émigrés allemands sont considérés comme des sujets ennemis et internés dans des camps.

Finalement en 1940 quelle vision les Français ont-ils des camps de concentration allemands ? On peut s'en faire une idée particulièrement précise avec l'article que publie *Match* dans son numéro du 11 janvier 1940. L'hebdomadaire propose six photographies de prisonniers d'Oranienburg dont l'une représente un détenu faisant du «sport». Il reproduit également un règlement de camp présenté comme inédit en France. Ces documents trahissent en réalité le décalage grandissant entre ce qu'on croit savoir des camps et ce qui est effectivement. Décalage parce que l'image qu'ils en donnent est totalement anachronique.

Les six photographies dataient en effet de 1933 et certaines avaient déjà été publiées dans *Regards* en mai 1933 ! On pouvait voir des S.A. dont l'un gardant l'entrée, alors que ceux-ci n'avaient plus la responsabilité des camps depuis ... juin 1934. Oranienburg était devenu depuis 1936 Sachsenhausen. Le règlement n'était pas non plus, contrairement à l'affirmation du journal, inédit. *Marianne* avait dès 1935 diffusé un extrait d'un règlement. *Le peuple allemand accuse* en reproduit deux, dans leur intégralité, en 1937...

Bien qu'en 1940 l'existence de presque tous les camps<sup>2</sup> soit connue – et ce, depuis 1933 –, la réalité concentrationnaire décrite ici était celle des années 1933-1934 non réactualisée : la cassure chronologique représentée par l'année 1934 réapparaît. Par conséquent, tous les efforts des émigrés allemands avaient été vains. Il n'y est fait, ici, aucune allusion.

Les révélations des émigrés semblaient exagérées ; elles étaient pourtant exactes. En 1940, comme auparavant, la réalité concentrationnaire n'était pas

---

<sup>1</sup> . Par exemple : Archives du ministère des Affaires étrangères, série Europe 1918-1940, sous-série Allemagne, volume n° 681 ; série SDN, sous-série Minorités en Allemagne, volume 451. On peut penser que de telles notes étaient à l'origine beaucoup plus nombreuses, les destructions d'archives ayant été importantes.

<sup>2</sup> En dépit d'une orthographe incorrecte, il semble que le camp de Mauthausen était connu avant 1940. Ainsi *L'Univers israélite* du 18 novembre 1938 écrit (p. 124) qu'«un nouveau convoi de 1000 jeunes juifs a quitté Vienne pour les camps de concentration de Mauthausen et Buchenwald».

perçue parce qu'elle n'était pas crue. *Match* croyait offrir à ses lecteurs une vision malveillante, la propagande n'étant naturellement pas absente ici. Elle était pourtant à cette date particulièrement bienveillante.